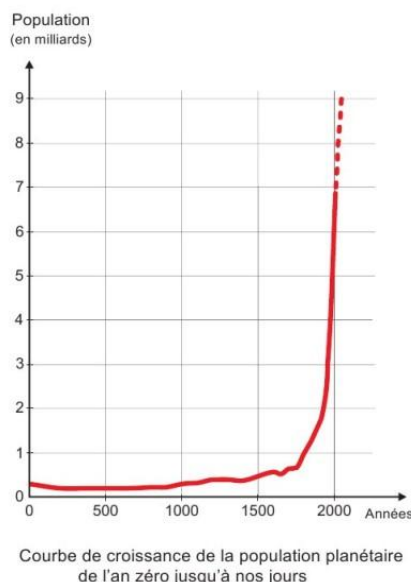


Faut-il contrôler la croissance des populations ?



Le monde a maintenant « plus de grands-parents que de petits-enfants », indique un récent rapport de l'ONU. A l'issue de l'année 2018, le nombre de personnes ayant plus de 60 ans dépassait de fait celui des moins de 5 ans. D'après une autre expertise de cette organisation, cette tendance semble s'installer durablement : les prévisions indiquent en effet que d'ici 2050 pour un enfant de moins de 5 ans, il existera deux individus de plus de 65 ans. Un phénomène qui pose sinon problème, du moins interroge. Face à cela, et en parallèle, se dessine une croissance exponentielle de la population humaine. La question d'un possible contrôle démographique apparaît comme plus actuelle que jamais.

Faut-il contrôler le nombre de naissances ? Prendre des mesures avant qu'il ne soit trop tard ? Ou bien devons-nous considérer qu'il s'agit avant tout d'un ordre naturel, dont l'impact ne devrait pas être perçu sous un prisme uniquement négatif ?

Traiter ce sujet se fera à travers deux tribunes du Monde du 16 février 2019. L'une de l'économiste Stéphane Madaule, enseignant à l'Insec/HEIP Business School, la seconde de Jacques Véron, démographe et directeur de recherche émérite à l'INED. Force est ainsi de constater que, face à l'augmentation de la population, la Terre, elle, ne s'accroît pas. Nous vivons dans un monde aux ressources limitées, à l'espace délimité, et cette problématique inquiète les deux auteurs (I). Malgré ce constat, les décisions sont difficiles à prendre, et les nations hésitent souvent à franchir le pas. De nombreuses questions se dissimulent derrière ce problème (II). Pourtant, des solutions sont abordées et proposées, les deux auteurs ayant néanmoins sur ce sujet des visions différentes (III).

Dans sa tribune, Jacques Véron parle « d'une « accélération sans précédent de la croissance démographique ». Depuis les années cinquante, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la population est passée de 2.5 milliards d'individus à plus de 7.5 milliards aujourd'hui. Cette multiplication par trois en moins de cent ans est également signalée par Stéphane Madaule qui note « une population toujours plus nombreuse ». Selon lui, la population atteindrait onze voire dix-sept milliards d'êtres

humains contrairement aux neuf initialement prévus. De quoi nous inquiéter sur le sort de l'humanité. L'économiste précise qu'en effet, si la démographie de notre monde s'était stabilisée il y a deux siècles, il n'y aurait pas eu d'inquiétudes à avoir. Seulement, ce n'est pas le cas et le problème des ressources se pose.

Un problème qui est expliqué de manières différentes au sein des deux articles. Si leurs auteurs conviennent d'une limite des capacités de notre planète, ils en ont en effet une perception divergente. « L'humanité fut en réalité moins confrontée à une rareté absolue que relative » explique le démographe. Au cours de leur Histoire, les Hommes ont toujours dû faire face à un manque de nourriture, de matières premières... Ce qui a en fait varié en fonction des époques, c'est l'utilisation de ces ressources. Jusqu'à maintenant, la demande humaine et l'offre naturelle s'équilibrait. Mais aujourd'hui la combinaison d'une « culture du gaspillage » avec « une durée de vie plus longue des déchets » pose problème. La liste de ces dérèglements est longue, et l'article en cite quelques uns tel la déforestation, la pollution des villes ou l'épuisement des ressources halieutiques. Même dans le but de nous nourrir, nous utilisons des produits toxiques comme les engrais, fait remarquer Véron. Cela impliquant à court terme de graves pénuries. Ainsi, pour l'auteur, ce n'est pas la hausse de la population qui doit être remise en cause. Celle-ci, au contraire, fait figure de « bouc-émissaire », il ne s'agit que d'un faux problème pour éviter de s'attaquer aux réels obstacles. Nous devons plutôt considérer les modes de vie de notre temps présent. L'explosion démographique aurait de fait entraîné une autre explosion, celle des modes de production et de consommation. Dans la deuxième tribune, Stéphane Madaule affirme cependant que cela ne peut tout expliquer. Si l'enseignant évoque également une hausse radicale de l'activité humaine et une nécessité de préserver les écosystèmes, c'est avant tout de partage des ressources qu'il doit être question. Un partage qui ne peut se faire avec une forte croissance de la population. En continuant ainsi, il n'existera pas suffisamment de ressources pour les répartir équitablement entre les Hommes, créant ainsi de nombreux dilemmes. C'est donc en premier lieu la croissance démographique qui doit être révisée selon l'enseignant, afin de tenir compte des réalités de notre planète.

S'opposant à cette vision, Jacques Véron propose de se repencher sur les travaux du biologiste Barry Commoner effectués au début des années soixante-dix. Ce dernier avait en effet, selon les mêmes principes du directeur de recherches, soutenu l'idée d'une « circularité écologique ». La nature aurait ainsi la capacité de recycler toutes formes de déchets, de se régénérer. En consommant davantage, les êtres humains auraient fini par briser ce cercle vertueux et ainsi entraîné une érosion progressive des ressources naturelles. Le nombre de personnes n'est pas remis en cause ici, seule la manière de vivre est à l'origine de ce dérèglement. Le démographe précise de fait qu'une petite population peut consommer de manière importante, autant qu'une société de taille plus importante. Madaule s'appuie quant à lui sur le rapport de la norvégienne Gro Harlem Brundtland à la fin des années 1980 ainsi que sur les dix sept-objectifs du développement durable des Nations Unies. Ces différents textes, le premier proposant pour la première fois le concept de développement durable, ont pour but un meilleur usage ainsi qu'une meilleure répartition des ressources au sein de la population. Il s'agit « d'une feuille de route universelle » pour l'économiste.

Ainsi, le problème d'un monde aux ressources finies est à présent ancré dans notre temps. Toutefois, comment le résoudre ? Est-ce la population qui est directement remise en cause ou davantage son mode de vie ?

Des mesures sont donc à prendre, c'est indéniable. Mais avant qu'une quelconque disposition soit admise, les auteurs relèvent plusieurs, nombreuses, difficultés. Stéphane Madaule exprime ainsi l'impression en quelque sorte de donner des leçons que les pays développés pourraient transmettre en

demandant une diminution de la croissance démographique. En effet, si c'est dans les Etats en développement voire les moins avancés que l'on peut observer les hausses de population les plus importantes, ce ne sont pas ces derniers qui seraient les « fossoyeurs de notre environnement ». Mais bien les nations les plus riches. Leurs sociétés consomment le plus, gaspillent le plus et rejettent le plus. Dès lors, comment se porter en défenseur des ressources naturelles ? Bien qu'une croissance non ou mal maîtrisée pose problème, il apparaît comme délicat à certains pays de demander une régulation. Sur ce même point, Jacques Véron note qu'il s'agirait d'un désaccord « total » présent dès les fondements des réflexions entre « ceux qui voyaient dans les êtres humains avant tout leur nombre et ceux qui ne considéraient que les modes de vie ». Désaccord qui est apparu selon l'auteur peu après l'explosion démographique durant la seconde moitié du vingtième siècle. Finalement, il ne s'agirait uniquement que d'une question de point de vue, certaines nations se préoccupant de la hausse démographique, d'autres s'interrogeant sur le bienfondé de la société de consommation. Ces différences ne permettraient aucune entente, et donc aucune prise de décision.

De plus, la volonté de réguler cette croissance n'est-elle pas « un exercice vain » s'interroge le démographe ? Isoler les êtres humains de leur façon de vivre, changer non seulement leurs habitudes, leurs coutumes mais également leur instinct n'est pas forcément chose possible. Jacques Véron rappelle que la Chine avait essayé déjà de mettre en œuvre de telles mesures avec la politique de l'enfant unique. Seulement, face à la crainte d'un vieillissement trop rapide de la population, elle a dû y renoncer. Cet autre problème semble indiquer que toute décision allant dans le sens d'une restriction est inutile, décourageant la plupart des nations à les mettre en œuvre. A cela Madaule objecte que ne pas limiter la croissance serait possible si on arrivait à réellement prévoir ce qu'il allait se passer. Or, au-delà des chiffres régulièrement revus à la hausse par les différentes organisations dépassant parfois même les fourchettes les plus hautes, l'ONU anticipe un plafonnement de la croissance. Une « stabilisation sans cesse repoussée » indique l'économiste, alors que sans cette erreur, « il n'y aurait pas eu besoin de s'inquiéter ». D'abord prévue pour 2030, elle a successivement été repoussée à 2050 puis 2100. Face à la réalité, Madaule explique qu'il n'y aura jamais de plafonnement et que, par conséquent, des mesures sont à prendre. Parler d'une stabilisation « évite ainsi d'aborder la question délicate d'une définition d'une population soutenable ». Nous ne faisons que reculer l'échéance, espérant sinon une diminution du moins un arrêt de la croissance. Pourtant, la question n'est pas de savoir si cela est faisable ou non. Au vu des statistiques, nous devons limiter la population selon l'enseignant.

Enfin, c'est d'un problème éthique qu'il s'agit. Beaucoup se demandent si le droit de procréer n'est pas une liberté fondamentale, dans ce cas inaliénable rapporte Madaule. Chaque individu pourrait en disposer et personne ne pourrait l'en priver. Question difficile à trancher, la communauté internationale a donc préféré l'éviter et proposer d'autres solutions. Par exemple, comme le proposait Jacques Véron, des réflexions sur les modèles de production et de consommation. Cependant, une fois encore, la réalité doit être regardée en face. L'évolution, la gouvernance de la démographie devrait être prise « comme une des clés du développement durable pour tous ». Une conception de la population que met en doute Véron. Dans les années soixante, le biologiste Garrett Hardin avait déclaré que dans le cas où la population humaine décroîtrait immédiatement, la plupart des problèmes disparaîtrait, explique le démographe. Une idée difficilement acceptable : avec une population moins nombreuse, y aurait-il véritablement moins de déchets ? Les êtres humains restants, voyant la profusion des ressources à leurs dispositions, pourraient très bien en utiliser davantage et revenir aux mêmes problèmes que lorsqu'ils étaient plus nombreux. De plus, sans même parler d'une décroissance immédiate, Véron souligne que si là est la solution, « elle ne peut être immédiate ». En effet, selon les

statistiques, il faudrait tout de même atteindre les neuf milliards d'individus, avec une hausse ralentie, avant qu'il y ait une réelle diminution. Durant ce temps, les ressources risquent bien d'être épuisées.

Plusieurs problèmes de différente nature se posent donc, empêchant la mise en place de mesures concrètes. Toutefois, il existe des solutions, ces dernières devant être rapidement appliquées.

Au long de sa tribune, Stéphane Madaule cite à plusieurs reprises le développement durable. Alliant enjeux économiques, sociaux et environnementaux, cette conception du monde pourrait permettre de traiter la question des ressources à l'échelle internationale. Seulement, la définition date de 1987 et, pour l'économiste, il est nécessaire de l'adapter à notre temps présent. C'est ce qu'ont soutenu 15 000 scientifiques lors de la COP23 à Bonn, explique par ailleurs ce dernier. Dans un texte ils ont avancé le concept de « population soutenable à l'échelle mondiale » pour tenter de répondre aux nombreuses interrogations actuelles. Pour Madaule, la solution est là. Revoir la définition du développement durable et y inclure la notion de régulation de la population au vu des ressources et de l'espace que peut nous offrir la Terre. Un avis contraire à celui de Véron, celui-ci y voyant un « intense vieillissement démographique qu'il convient de gérer ». Auparavant évoqué, l'exemple de la Chine symbolise bien cet état de fait pour le démographe. Selon lui, il faut avant tout changer les modes de vie, notre façon de consommer. Le risque le plus présent actuellement est que les sociétés des pays émergents imitent celles des nations développées. Entraînant ainsi une hausse importante de la production et des déchets. Un phénomène qui se ressent déjà en Chine, pays le plus peuplé au monde. Si les sept milliards d'individus sur Terre se mettent à consommer comme la population européenne ou états-unienne, nous courons droit à la catastrophe. Pour cette raison, baisser la croissance n'étant pas une solution selon Véron, il faut arrêter de vivre dans une société de consommation. Il faut « réconcilier la population et l'environnement » et « promouvoir un développement sans lequel la population mondiale ne se stabilisera pas ». Enfin, selon le démographe, il faut arrêter de rendre la population coupable du problème des ressources finies.

C'est la « démographie verte », conclut Madaule, ce dernier rejoignant le démographe sur l'idée de nouveaux modèles. Il prône des modèles de développement décarbonés, pour deux raisons. D'une part, cette évolution devrait permettre aux pays du Sud de conquérir un « bien être dont ils sont exclus ». Ces mesures nécessitant une stabilisation de la population rappelle cependant l'économiste. Mais si cela profite au Sud, c'est également avantageux pour les Etats du Nord. Ces derniers devant néanmoins avoir, sinon une baisse, du moins une stagnation de leurs populations. Ils pourraient alors profiter d'un air moins pollué, d'un meilleur mode de vie... Ces modèles seront ainsi être favorables pour les générations présentes mais également à venir, susceptibles d'en profiter, dans un monde contenant des « populations soutenables » termine l'enseignant.

Des solutions comme une actualisation du concept de développement durable, ou de nouveaux modèles, décarbonés par exemple, sont donc envisageables pour les deux auteurs. Néanmoins, si l'aspect théorique est ici développé, la mise en pratique apparaît encore comme compliquée.

Pour conclure, le monde est clos, et la population humaine toujours croissante. Face à cette problématique, des mesures sont cependant difficiles à prendre du fait des avis divergents et des questionnements que cela soulève (problème éthique...). Pourtant des solutions sont proposées, qui une nouvelle fois, sont divergentes. Dans ces deux tribunes, si Stéphane Madaule prône de nouveaux modèles accompagnés d'une nécessaire diminution de la population, Jacques Véron lui préfère proposer de nouvelles façons de vivre. La récente déclaration du Costa Rica de réduire, jusqu'à les annuler, ses émissions de carbone d'ici 2050 est peut-être l'une des pistes à suivre.

Flavien TESSON (TS4), le 20 avril 2019